

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France ... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Abonnements d'essai trois mois : 5 francs
Paraît le vendredi



A la veille de notre 3^e Conférence nationale

La Ligue Communiste va tenir sa 3^e Conférence nationale. Les Bolcheviks-Léninistes de France avaient dans leur conférence précédente, en Octobre 1933, sur la base de l'expérience internationale de la défaite allemande, consacré la rupture avec la 3^e Internationale et posé la nécessité de construire une 4^e Internationale et des nouveaux partis révolutionnaires du prolétariat; ils avaient également élaboré une analyse approfondie de la situation française, établi les perspectives de son développement; crise de la démocratie, marche vers « l'Etat fort », développement du fascisme, et défini les tâches de l'avant-garde révolutionnaire.

Les événements ont confirmé les perspectives tracées; la Ligue s'est orientée sans difficultés dans la situation politique (en particulier pendant la semaine du 6 au 12 février). Aujourd'hui la Ligue est placée devant une situation nouvelle créée par suite de « l'unité d'action » réalisée entre P.C. et P.S., et par le courant unitaire des masses.

Dans la perspective du développement de la crise, c'est dans des délais relativement courts que les bolcheviks-léninistes ont à résoudre la reconstruction du parti révolutionnaire du prolétariat. C'est « comment » le faire que la 3^e Conférence nationale de la Ligue aura à discuter et à décider. Deux positions principales se sont affrontées dont nous avons donné les arguments essentiels: une partie des camarades estime que, dans la situation présente, les bolcheviks-léninistes doivent travailler au regroupement et à la délimitation politiques qui s'o-

perent au sein du prolétariat en France dans les rangs de l'organisation centralisée qu'est le parti socialiste; pour les autres camarades, les bolcheviks-léninistes doivent continuer à travailler sous la forme antérieure d'organisation indépendante contre les deux bureaucraties.

Ce débat a naturellement, par son importance, attiré l'attention des diverses sections de la Ligue Communiste Internationaliste. Celles-ci examinent soigneusement la situation présente en France et le tournant discuté dans la Ligue française; car le développement du mouvement ouvrier en France dans les mois qui viennent sera déterminant pour l'avenir du mouvement ouvrier mondial.

Plus convaincus que jamais de la justesse de leurs idées, les membres de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste prendront les décisions politiques et d'organisation qui assureront à notre plateforme politique le chemin des masses et à celles-ci le moyen de barrer la route à la marche du fascisme en Europe, de faire triompher la révolution prolétarienne.

Depuis cinq années en France, la fraction bolchevik-léniniste s'est organisée « contre le courant »; un capital politique considérable, des militants et des sympathisants nombreux ont été rassemblés; aujourd'hui il s'agit d'utiliser cet acquis pour guider le courant ouvrier à la bataille et à la victoire. C'est cette responsabilité que prendra la 3^e Conférence nationale de la Ligue Communiste.

La camarilla Japonaise veut hâter le coup

« Défendre l'Union Soviétique » c'est un devoir, mais PAR QUI et COMMENT ?

Il faut dire qu'à mesure que nous nous approchons des explosions terribles, des contradictions gigantesques qui se sont accumulées depuis les dix dernières années, les problèmes, par leur acuité même, viennent tous se poser d'une manière très nette. Voilà, en Extrême-Orient, les provocations de brigands du capitalisme japonais se renouveler sans cesse contre l'U.R.S.S., en prenant comme prétexte tantôt tel acte « inamical » de la part des autorités soviétiques, tantôt tel autre.

On sait comment la camarilla japonaise a monté ses derniers coups de force, depuis l'arrestation des trente citoyens soviétiques à Kharbine jusqu'aux déclarations de Josué Matmoka, essayant de justifier la guerre contre la Russie au nom de la « sécurité » et de la « défense nationale », de l'Empire nippon. Pas besoin d'insister là-dessus: il est par trop évident que l'U. R. S. S. défend la paix et qu'on est en présence d'une agression véritable de la part du capitalisme japonais, qui, pour assurer sa « sécurité », veut s'emparer d'un vaste territoire appartenant à la Russie. Que faire pour l'empêcher et que faire surtout pour la défense de l'U. R. S. S. Tel est le problème qui se pose devant la classe ouvrière et autour duquel sont noués tous les autres

problèmes du mouvement ouvrier dans l'étape actuelle.

Rosenfeld, dans le Populaire, approuvé et applaudi par l'Humanité et la diplomatie soviétique, vient de proposer qu'une « démarche commune » soit faite par les gouvernements de Paris, de Londres, de Washington et de Rome afin d'arrêter le Japon dans sa voie d'agression.

Il est vrai qu'en même temps, un meeting de protestation a été organisé par les deux directions de la région parisienne par P. C. F. et de la S. F. I. O. contre les visées japonaises. Mais cela ne sert qu'à compléter les termes de la question. On voit bien ici que « l'unité d'action » est conçue par les deux bureaucraties — socialiste et stalinienne — comme un moyen de pression pour que « le cabinet de Paris » (Doumergue) veuille, étant le plus qualifié (!!), à cause de « son amitié à l'égard du gouvernement de Moscou » — « pressentir immédiatement les cabinets de Londres, de Washington et de Rome à l'effet de faire savoir au gouvernement japonais qu'ils se rendent compte de la gravité de la situation » et ainsi de suite.

Enfin, faut-il compter sur la médiation de Doumergue, Mac Donald, Mussolini, Roosevelt ou sur l'action du prolétariat international ? Les deux centrismes — celui de la S. F. I. O. et celui des stalinistes, nous répèreront qu'une chose n'exclut pas l'autre. Mais ce n'est que de l'hypocrisie et de la tromperie. En réalité, nous sommes en présence de la faillite la plus éclatante du système qui veut faire croire à la possibilité de garantir la paix par des pactes de non agression, de sécurité, etc., Chaque puissance impérialiste (et le Japon le prouve ouvertement), est prête à toute agression (qu'on se rappelle aussi la mobilisation fasciste aux frontières autrichiennes), au nom de sa propre « sécurité » et de sa propre « défense nationale ». Toute médiation des puissances impérialistes en faveur de l'U. R. S. S. contre le Japon, implique une contrepartie qui consiste dans des concessions incessantes de l'U. R. S. S. aux puissances impérialistes. Or, en continuant dans cette voie, ce n'est pas la défense de l'U. R. S. S. qu'on prépare, mais sa perte totale.

Même les ouvriers les plus arriérés comprennent aujourd'hui que la disparition de l'U. R. S. S. de la scène politique signifierait pour l'Europe et pour le monde entier, la victoire la plus effroyable remportée par la réaction. C'est là une réponse aussi aux prétendus théoriciens qui nient le caractère d'état ouvrier à l'Union soviétique. Le fait est, que, malgré tout le discrédit apporté par la bureaucratie staliniste à la dictature du prolétariat, les conquêtes de la Révolution d'octobre, ont été tellement grandioses qu'elles se révèlent — au milieu de tant de ruines accumulées par les deux bureaucraties de la seconde et de la troisième Internationales — comme les seules qui ont résisté aux assauts des capitalistes et qui, par leur exemple, indiquent la voie de la victoire au prolétariat international. Pour cela, il est nécessaire, plus que jamais, qu'on dise ce qui est et qu'on n'adopte pas la tactique du silence, comme le Populaire et l'Humanité viennent de le proclamer à propos de la dépêche des mencheviks de Kazan.

Pourquoi sommes-nous arrivés en Extrême-Orient à la situation actuelle ? Pourquoi le Japon se sent-il de plus en plus encouragé à attaquer l'U. R. S. S. ?

Sans l'étrangement de la révolution chinoise et sans les fautes terribles de l'U. C. en Occident, la situation de l'U. R. S. S. aurait été aujourd'hui bien autre. On a dit (les égarés de la révolution chinoise, les bureaucraties stalinistes, veulent ainsi, de leur crime, se tresser une auréole de gloire) que la victoire de la Révolution chinoise aurait anticipé la guerre contre l'U. R. S. S. C'est très possible. Mais les conditions auraient été bien différentes de celles d'aujourd'hui avec Hitler à Berlin et Tschang-Kai-Chek en Chine.

Il faut clairement dénoncer que mettre le prolétariat d'Occident à la remorque des gouvernements de Rome, de Paris, de Lon-

dres, sous prétexte de la défense de l'U. R. S. S., c'est préparer la défaite, l'écrasement de la Révolution.

Nul ne pense contester le droit de l'Etat ouvrier d'exploiter les différends qui opposent les puissances capitalistes. Exploiter ces différends entre les diverses puissances capitalistes, on peut et on doit le faire, à la condition d'aider les forces de la Révolution à se reprendre et à triompher de leurs ennemis; on peut et on doit le faire, seulement dans la voie de l'internationalisme prolétarien.

Le pire crime serait celui, dont nous ne cessons de dénoncer le danger, de porter le prolétariat à établir une nouvelle union sacrée avec la bourgeoisie de son propre pays sous prétexte de « solidarité internationale du prolétariat » avec l'U.R.S.S. Ce danger est apparu et prend de plus en plus nettement caractère d'évidence en France.

Les deux centrismes, socialiste et stalinien, sont poussés à se rencontrer sous la pression d'un double ordre de faits: d'une part, il y a l'évidente radicalisation des masses ouvrières désireuses de s'unir en vue de l'action contre leur ennemi de classe; d'autre part, la politique du Quai d'Orsay et de la diplomatie soviétique (la soi-disant amitié franco-soviétique). Les sommets du parti socialiste et du parti stalinien, sont ainsi poussés dans la voie de la « défense nationale ». De cette manière le courant unitaire qui s'exprime dans la classe ouvrière risque d'être capté par les deux bureaucraties conservatrices et d'être porté à échouer sur les durs écueils de la réalité fasciste. Car, en dernière analyse, tout se règlera sur l'échiquier de la lutte des classes. Et actuellement nous sommes entrés en France dans une période de guerre civile, personne ne peut le nier, qui, de latente, tend à devenir de plus en plus manifeste.

Le pacifisme démocratique, le crétinisme parlementaire, sont le véritable danger pour la défense de l'U. R. S. S. Finie la période des temps faciles et des solutions pacifiques. Il faut que cela soit bien compris. On ne peut défendre l'U. R. S. S. qu'en se mettant décidément sur le terrain prolétarien et révolutionnaire. La voie du salut est seulement dans la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Même en cas d'alliance de l'U. R. S. S. avec des puissances impérialistes — ce qui ne peut être exclu, étant donnés les rapports de forces actuelles, le devoir du prolétariat reste, ainsi que notre thèse « la IV^e Internationale et la guerre » le proclame, celui de lutter pour son pouvoir, pour le renversement de sa propre bourgeoisie. C'est là la seule défense possible de l'U. R. S. S. La défense de l'U. R. S. S. est dans l'élargissement de la révolution internationale.

En France, cela signifie: lutte à mort contre la soi-disant politique de « paix », de notre bourgeoisie; unité d'action pour battre le fascisme.

Si nous n'arrivons pas à battre la réaction et le fascisme — en commençant par battre le gouvernement prônaparliste de Doumergue — tout ce qu'on écrit et ce qu'on dit sur la défense de l'U. R. S. S., la lutte contre la guerre, etc., reste pur bavardage journalistique.

Pour lutter contre la guerre, pour défendre l'U. R. S. S. et la paix, il faut empêcher le fascisme qui prépare la guerre et ne peut se maintenir que par la guerre. Espérer dans la médiation de Mussolini, de Doumergue, de Mac Donald, et de Roosevelt, c'est tromper le prolétariat, c'est favoriser les coups des ennemis de la classe ouvrière et de l'U. R. S. S. C'est pour cela que le devoir de l'Union Soviétique consiste d'autre part à ne pas se fermer dans les frontières nationales de l'utopique « socialisme en un seul pays », mais à soutenir la lutte du prolétariat international, dont « chaque pouce » de terrain perdu est une perte aussi pour l'U. R. S. S. — S'il est juste de dire que l'U. R. S. S. est la patrie des travailleurs, il faut dire inversement que partout où les travailleurs sont en lutte contre le capitalisme la patrie des travailleurs se trouve directement mise en cause. Il n'est pas question des frontières, mais de la lutte de classe internationale.

La défense de l'U. R. S. S. c'est, donc, la défense du prolétariat international, c'est le problème de la renaissance du mouvement ouvrier international. Et la clef pour une telle renaissance, est aujourd'hui dans les mains de la classe ouvrière en France.

Vérités...

Au moment où l'Humanité reprend la publication du « Feu », en affirmant que son auteur a « nié la défense nationale en régime capitaliste », rappelons ce qu'écrivait Henri Barbusse dans une lettre à José Germain :

« Notez que dans « Le Feu » je ne parle pour ainsi dire pas des officiers. De moi-même, et sans avoir besoin d'être guidé par la censure, je n'ai rien voulu mettre sur les officiers, de crainte de glisser quelque chose qui put attenter à la discipline et affaiblir dans l'esprit du soldat l'idée de la continuation à outrance de la guerre jusqu'à la victoire ».

Maintenant que les stalinistes, par la plume de Jacques Duclos, appellent les ouvriers à la défense nationale des pays liés à l'U. R. S. S. au nom de « la solidarité internationale du prolétariat », ce n'est en effet vraiment pas le moment d'affaiblir dans l'esprit du soldat, l'idée de la continuation de la guerre jusqu'à la victoire !

NOUS AVONS TOUJOURS PRÉCONISÉ LE FRONT UNIQUE...

THOREZ, CACHIN, DUCLOS, etc.

Deux exemples à l'appui:

On estime possible de s'entendre avec l'organisation socialiste dans tout le pays. C'est une erreur grossière. C'est la rupture avec l'appréciation léniniste que le parti socialiste est le principal soutien moral de la bourgeoisie.

M. Thorez, « Humanité » du 9 avril 1934.

« ... C'est au moment de l'action que certains éléments parlent du front unique d'organisation à organisation. C'est dans le but et de briser cette action et de nous faire partager les responsabilités des échecs qu'ils préparent... ».

(Débats du Comité Central, « Humanité » du 16 août 1933).

Cachin : « ... Est-ce qu'il y a une différence entre les propos antisoviétiques de Hitler et ceux de ces hommes dont la fonction est d'exciter les prolétaires contre l'Union Soviétique. Est-ce que par leur langage les chefs socialistes ne se placent pas à côté du fascisme ? Est-ce qu'ils ne préparent pas les prolétaires à se laisser englober dans l'agression antisoviétique ? Et j'en appelle encore ici à notre camarade Bergery, je lui dis : est-ce que notre front unique ira jusqu'à inclure les chefs cégétistes français et les social-démocrates, qui acceptent cette campagne contre l'U. R. S. S. ?

Bergery : — Jamais !
Cachin : — J'enregistre avec la plus grande satisfaction que Bergery a dit que jamais il ne s'associerait... (Applaudissements prolongés.)

(Discours de Cachin au Congrès de Pleyel, le 7 juin 1933.)

Toute négligence est un appui à nos ennemis !

Lecteur, ton effort fut insuffisant, nous devons renoncer à deux pages pour défendre nos communes idées.

Tu proclames : « La parution de la vaillante Vérité s'impose face à l'opportunisme misérable des journaux se réclamant de la classe ouvrière ». Tu as raison, mais cela implique une attitude conséquente dans les actes.

S'abonner, recueillir des abonnements, souscrire, recueillir des souscriptions.

Compte Chèque postal : P. Frank, Paris 1368-55.

La parution sur deux pages nous contraint à remettre à notre prochain numéro sur quatre pages, la publication de notre budget, et des extraits de nombreuses et édifiantes lettres reçues.

Face au front unique des palabres

Un pacte électoral ne suffit pas !

Que le gouvernement de « trêve » institué au lendemain du 6 février soit en train d'achever son existence, que l'échéance en soit fixée autour du mois d'octobre, cela ne fait guère de doute à personne et déjà les divers partis et hommes politiques envisagent ou préparent sa succession. Dans le camp des radicaux, des formations démocratiques de gauche, on bavarde abondamment à ce propos. Dans le camp de la réaction, on agit; rappelons encore une fois le signal de l'offensive, le discours de Tardieu.

Mais que fait-on dans le camp ouvrier ? Avec du retard sur les autres, socialistes et stalinistes ont fini par dire leur mot. Le parti socialiste a édité une série de tracts faisant le bilan des six mois d'Union nationale dans les divers domaines; le parti communiste a lancé un manifeste en vue des prochaines élections cantonales.

Nous ne reviendrons pas sur le bilan du gouvernement Doumergue. Nous avons déjà souigné les résultats des décrets-lois. Et d'ailleurs toutes les masses laborieuses de ce pays ont éprouvé dans leur chair et dans leur sang la politique de déflation suivie par les serviteurs du capital financier. Mais ayant dressé le tableau des six derniers mois, quelles sont les perspectives, et quels sont les mots d'ordre que présentent la direction du parti socialiste et celle du parti staliniste qui viennent de signer un pacte de « lutte » contre le fascisme et la guerre ?

autres, c'est précisément l'absence de perspectives et le caractère profondément opportuniste, vulgairement électoral des actions proposées. On dit aux travailleurs: vous souffrez, l'Union nationale a renforcé l'oppression et l'exploitation qui pèsent sur vous; et bien, tournez-vous vers nous, votez pour nous et vous ferez reculer le fascisme et la guerre. On ne trouve ni chez les uns ni chez les autres, la moindre étude des voies que veut suivre la bourgeoisie, des moyens concrets qu'elle songe à employer: par exemple, l'inflation sous le nom de « dévaluation monétaire », le renforcement de l'appareil de coercition, l'Etat plus « fort », tout cela s'appuyant sur des bandes armées. Pas une seule fois le « 6 février » n'est évoqué comme une crise annonciatrice de crises encore plus aigues dans lesquelles sera mis en cause le pouvoir lui-même. Ce qui préoccupe les appareils dirigeants, ce sont les prochaines élections cantonales. Donnez-nous de bonnes élections !

La direction du parti staliniste, a même fait pour cela, un tournant dans la tactique électorale.

Tournant prévisible depuis quelques semaines, c'est vrai; mais opéré avec un tonnet formidable: nous sommes pour la tactique « classe contre classe », cela veut dire que ce que nous n'avons pas fait en 1931 et en 1932, le désistement pour les socialistes, nous le ferons aujourd'hui et mieux encore, nous voterons si possible pour les candidats radicaux. Ce n'est pas, bien en-

Ce qui caractérise la prose des uns et des

(Voir suite page 2)

Le plébiscite nazi

Depuis les immenses haut-parleurs installés partout jusqu'aux déclarations d'événements, tout a été mis au service de la propagande. Jamais n'avaient été aussi exploités tous les moyens du bric-à-brac nazi, pas même lors du dernier plébiscite du 12 novembre 1933 pour obtenir un vote « totalitaire ».

Cinq millions d'opposants, deux millions de plus qu'au dernier plébiscite, fut la réponse à cette mobilisation générale. Le noyau de ceux qui, sous la pression la plus formidable, répondent irrésistiblement « Non » a presque doublé. Tel est le véritable sens du plébiscite.

La plus grande partie de la presse internationale a crié à l'échec de Hitler, les stalinistes plus fort que les autres. Evidemment c'est un échec pour Hitler en ce sens que malgré le marteau-pilon de la propagande et la hache de la répression, les voix des opposants ont presque doublé en neuf mois. Mais aussi en ces neuf mois, la situation économique ne s'est pas améliorée, le chômage n'a guère été réduit que sur les feuilles de statistiques, les S.A. ont été désarmés par la police, leurs leaders abattus, le putsch nazi en Autriche a échoué et s'est terminé par une reculade. Hitler « fils du peuple » est maintenant lié à la Reichswehr. Toute la situation de l'Allemagne montre combien est long, et encore timide, le réveil du prolétariat, lorsque le fascisme a passé sur lui et écrasé toutes ses organisations et toutes ses conquêtes. Il faut à la classe ouvrière se redonner un parti révolutionnaire, seul gage de la victoire. Nul doute que parmi les cinq millions qui ont dit « couragement » « Non » à Hitler sont toujours plus nombreux ceux qui le comprennent et qui travaillent dans ce sens.

Le front unique en Belgique

Un pacte d'unité d'action a été également signé en Belgique, non entre les partis, mais entre les organisations de Jeunes. Dans le P.O.B., la direction ne songe nullement à une politique analogue à celle de la S.F.I.O., mais au contraire elle veut exclure la gauche (Spaak), et les bureaucraties syndicales font pression dans ce sens. Par contre, la jeunesse socialiste en Belgique, les Jeunes Gardes socialistes, forte organisation de près de 40.000 membres, s'orientent à gauche, viennent d'accepter le front unique.

Mais ce n'est pas seulement parce que c'est contre la volonté de Vandervelde que le front unique s'est réalisé entre Jeunes. Ce fait est important, c'est aussi parce qu'il ne s'est pas limité à stalinistes et socialistes, mais aussi parce qu'il comprend nos camarades des Jeunes Léninistes belges. Les jeunes stalinistes ont dû non seulement accepter la participation de nos camarades, mais ils ont également accepté que l'action commune ait pour but, dans la lutte pour les militants poursuivis par le capitalisme, de prendre notamment la défense du camarade Trotsky.

Que vont pouvoir dire les stalinistes des autres pays ? Comment expliqueront-ils que leurs camarades belges se soient engagés à prendre la défense d'un « contre-révolutionnaire » ?

KAZAN

L'Humanité et le Populaire ont publié un télégramme à eux adressé par un groupe de mencheviks russes de Kazan. Ce télégramme saluait le pacte signé en France, mais il n'est pas son importance. Sa transmission n'a pu être faite qu'avec l'autorisation du gouvernement soviétique, donc qu'avec l'autorisation du Bureau politique du parti bolchevik. Autrement dit, c'est la première manifestation légitime d'un groupe menchevik en Union soviétique. Certes, cette manifestation est destinée à l'extérieur et non à l'intérieur du territoire de l'Union, mais c'est un symptôme très important. L'appareil bureaucratique continuant à user les méthodes rudes nécessitées dans les années de guerre civile, les avait employées non seulement contre les ennemis de la dictature du prolétariat, mais aussi contre le parti du prolétariat. La Guépouk n'avait pas seulement servi à briser les tentatives de la contre-révolution, elle servit aussi à briser la pensée du prolétariat, son parti. Des milliers de nos camarades bolcheviks-léninistes, sont déportés et exilés en Sibérie. Mais pour la première fois que l'appareil bureaucratique s'essaye sur terrain étroit, c'est en faveur d'un groupe d'adversaires de la Révolution d'octobre.

Ce télégramme a même entraîné une polémique aigre-douce entre le Populaire et l'Humanité, au grand dam de leurs lecteurs qui, après des années de lutte au vitriol, n'étaient pas fâchés d'employer de la vaseline.

Dans cette polémique, où les socialistes sont restés ce qu'ils sont, l'Humanité a capitulé une fois de plus honteusement. Elle n'ose plus dénoncer l'attitude contre-révolutionnaire du parti menchevik, elle n'ose plus prendre la responsabilité de sa mise hors la loi sur le territoire de l'Etat prolétarien. Ecoutez ce ton : « La Révolution soviétique s'est défendue vigoureusement contre tous les agissements contre-révolutionnaires auxquels des mencheviks ont été malheureusement mêlés ». « Depuis des années, la fraction staliniste a falsifié l'histoire de la Révolution d'Octobre ; c'était une partie de la défense de sa « ligne générale » contre les bolcheviks léninistes. Aujourd'hui cette politique staliniste entraîne non plus seulement, à falsifier l'histoire par dénigrement du rôle de Trotsky aux côtés de Lénine, elle exige à défigurer le rôle du parti menchevik contre le parti bolchevik dirigé par Lénine et Trotsky. »

Messieurs les bureaucraties descendront encore bien bas.

LA VIE OUVRIÈRE

Faisons le point quant à l'unité syndicale

De nombreux congrès syndicaux se sont tenus dans les dernières semaines, tant chez les confédérés (Fédération de l'habillement, du Livre, des Instituteurs, Cheminots) que chez les unitaires (Enseignement, Cheminots). Congrès où furent discutés les diverses revendications corporatives ; mais une question, une seule, unissait ces assises diverses, la question de l'unification du mouvement syndical en France, comme un des moyens de résistance du prolétariat au danger fasciste mortel qui plane sur lui, à l'agression incessante contre son niveau de vie par les méthodes de « déflation ».

Unité syndicale, cette question dominait toutes les autres, impliquait toutes les autres. Dans les congrès confédérés, elle éclipsa, malgré les tentatives des bureaucraties dirigeantes, la question du plan des Etats généraux convoqués par la C.G.T. sur laquelle se livrait une guerre sourde entre socialistes de gauche et néos-socialistes.

Depuis quelques mois, la direction de la C.G.T.U. a adressé plusieurs fois des propositions d'unification à la direction de la C.G.T. qui les repoussa plus ou moins hautainement. La Commission Administrative de la C.G.T. est à nouveau placée devant des propositions de la C.G.T.U., propositions de congrès de fusion à propos desquelles nous pouvons seulement regretter qu'elles viennent plusieurs années après que nous les ayons préconisées, alors qu'elles pouvaient susciter un grand courant dans la C.G.T. ; la politique de ruses avec la question de l'unité poursuivie sous diverses formes par la direction unitaire pendant des années, depuis le « jamais » de 1931, en passant par le « à la base » de 1932 et 1933, pour s'achever par le pseudo « syndicats unifiés » de maintenant, et la récente manœuvre de Monmousseau à Montpellier pour différer l'unité dans le corps enseignant, tout cela a rendu méfiant bien des militants confédérés et permet à la direction confédérale, aux Jouhaux, aux Belin, aux Lenoir, à tous ces chiens de garde du capitalisme de tenir la dragée haute devant les volontés confuses et non organisées de la base ouvrière. Jusqu'à quand ?

Comment la direction confédérale répondra-t-elle aux dernières propositions de la C.G.T.U. ? C'est évidemment en examinant les positions des congrès de Fédérations qu'on peut trouver des indications. Qu'ont répondu les diverses Fédérations sur la question de l'unité ?

Les réponses les plus favorables, celles qui se rapprochaient ou se confondaient avec la position du congrès de fusion furent fournies par la Fédération des cheminots et le Syndicat national des Instituteurs. Venant après les votes des congrès de postiers tenus quelques semaines auparavant, on voit donc que la pression unitaire est la plus forte dans ces organisations groupant des catégories importantes de fonctionnaires ou de travailleurs à statut. Non seulement menacés, mais directement touchés par les mesures gouvernementales, ces travailleurs en majorité organisés ont fait pression sur leurs organisations syndicales pour qu'elles s'unifient vite et en dépit des intérêts particuliers des sommets des uns ou des autres.

Par contre, la résistance des bonzes a trouvé un appui sérieux dans les Fédérations « prolétariennes » comme le Livre, et l'Habillement ; de façon plus générale,

c'est toute la politique confédérale qui a été soutenue par ces Fédérations. Faut-il en conclure que le courant unitaire est moins fort dans les couches ouvrières que parmi les fonctionnaires ? Une telle conclusion serait erronée non pas qu'on ne puisse nier un bouillonnement plus grand parmi ces catégories disposant de garanties d'emploi que n'ont pas les ouvriers de l'industrie privée. La cause déterminante de cette réticence, pas pour le Livre cependant, est dans le fait que ces syndicats ouvriers agrouperont une proportion faible des exploités. L'exemple des métallurgistes de la région parisienne dont il n'y a peut-être pas unitaires et confédérés ensemble, 2 à 3 % d'organisés pour être plus éclatant n'est pas du tout un cas isolé. Ces syndicats, mal liés aux masses, sont plus maniables par les bureaucraties. Ringenbach, de l'habillement, n'a pas à subir le même contrôle que l'instituteur Delmas. Quant à la Fédération du Livre, elle est dominée depuis bien avant la guerre par un état d'esprit corporatif, trade-unioniste, attachée aux prérogatives matérielles qu'elle a obtenues du patronat, elle se tient assez éloignée (sauf quelques villes) d'une notion même élémentaire de la conscience de classe. Cette inertie des fédérations « prolétariennes » a pour conséquence réelle, en perpétrant la scission, d'empêcher la masse des prolétaires d'y entrer pour en faire des organisations de masse.

Aussi faut-il briser rapidement l'esprit conservateur des deux bureaucraties. Le Syndicat National, les Cheminots, l'Empereur-ils à la C.A. confédérale sur le Livre, l'Habillement ? Nous ne le savons pas encore en écrivant cet article. Y parviendront-elles, la réalisation de l'unité syndicale sera une question de semaines. Mais n'y parviendront-elles pas qu'il doit être de même ; et comme ce n'est pas, et ne peut pas être pour des révolutionnaires une question de boutique ou d'amour-propre, que le rapport des forces est favorable il faut susciter un courant dans la C.G.T.U. pour la rentrée dans la C. G. T. par l'unification des fédérations couronnées d'un Congrès confédéral. Actuellement, ce sont les camarades de la Fédération unitaire de l'Enseignement qui en possèdent les moyens. Nous le leur avons déjà dit : une résolution de Congrès ne peut être considérée comme un texte intangible, c'est au contraire les exigences de la lutte de classes qui doivent déterminer les actes à faire.

Si la C.G.T. répond encore une fois négativement, si les bonzes de la C.G.T. endoignent encore une fois le courant unitaire des masses avec l'appui des dirigeants unitaires, il faut en brisant les résistances de ces derniers, imprimer à ce courant unitaire une telle pression que les agents du capital qui dirigent la C.G.T. en soient débordés.

Il faudra faire ce pas audacieux, la situation politique en exigera de plus audacieux encore. Un nouveau chapitre du nouveau chapitre du mouvement ouvrier est en train de s'écrire ; ne pas comprendre, ne pas faire les actes qui balayeront les résistances dans le camp ouvrier, c'est se condamner à l'impuissance devant la bourgeoisie et permettre à celle-ci de clore tragiquement ce nouveau chapitre du mouvement ouvrier. Pour éviter cela, il faut cesser de discuter sur l'unité syndicale, il faut la réaliser.

En marge d'un meeting

Controverse entre militants

A EYGUIERES (B.-du-R.) le 5 août, quelques centaines d'ouvriers, de paysans sont rassemblés à l'entrée du village. Ils sont venus de tous les points des B.-du-R. et du Vaucluse. Un meeting se tient en plein soleil. Des orateurs socialistes, communistes parlent, tous sont applaudis par la foule ardente. Mais à cinquante mètres de là, on voit environ 200 gardes mobiles arrêtés, l'arme à la bretelle, on entend leurs chevaux qui piaffent. On les a envoyés pour protéger Daudet, Maurras, Maxime Del Sarte et C° venus ce jour, haranguer leurs troupes de la région dans le magnifique domaine de Roquemartine à 2 kilomètres d'Eyguières.

Les camarades antifascistes arrivent encore, par camions, cars, ils sont salués par des acclamations enthousiastes, les discours continuent. Je retrouve là un camarade du P.C. compagnon des luttes passées, grèves, etc... Après plusieurs années de séparation, la conversation s'amorce : Comment peux-tu être trotskyste ? Des diviseurs... etc... Moi, « au contraire, j'ai été exclu en juin 1933 pour « avoir demandé, entre autres, la réalisation du front unique entre organisations centra-les que tout le monde ouvrier applaudit en ce moment. Mais comment as-tu appris mon exclusion ? »

« Par la presse et les informations du Parti. »

« Alors tout s'explique, les injures, les hohards !... »

« Ne crois pas cela ! Je t'ai défendu dans mon rayon, ce n'est que lorsque tu ne le levais pas appel contre ton exclusion que j'ai compris que tu étais perdu pour le parti. »

« On entend l'orateur : « ...cette unité d'ac-

tion, prélude de l'unité politique et syndicale de la classe ouvrière... »

« Pour moi, répond le camarade, j'estime que les dirigeants socialistes et réformistes n'ont pas changé, mais que c'est la pression de leurs adhérents et l'effervescence de la classe ouvrière qui les oblige à accepter le front unique que notre parti leur a toujours proposé... »

« Moi, « A la base, rien que par en bas, souviens-toi ! »

« Je pense que notre Parti a eu raison de les démasquer et les désagréger ! »

« Moi, « Mais alors, quelles raisons de chercher l'alliance d'un Parti qu'on a soi-disant « désagréger ? Pourquoi redorer le blason de gens qu'on a voulu démasquer ? »

« Ce n'est pas là notre intention, mais la situation a changé... les conditions de la lutte... il faut empêcher le fascisme de passer ! D'ailleurs tu penses bien que le C.C. ne s'est pas engagé à la légèreté ! »

Quant à nous, qui depuis des mois et des années avons lutté pour la réalisation du F.U., malgré les injures, les calomnies, les coups, les exclusions, loin d'être des diviseurs, nous travaillons à consolider cette unité d'action, nous nous opposons à ce qu'elle dégénère en unité d'inaction, nous voulons que l'unité d'action ou mieux, l'unité tout court, devienne une arme réelle et offensive dans les mains de la classe ouvrière. Vois ce meeting-là, pas d'organisation sérieuse, pas même un service d'ordre, pas même un brassard... pas même un brassard rouge ! Que les gardes là-bas reçoivent l'ordre de nous charger à coups de crosse et, malgré le courage des camarades, c'est la débâcle, parce qu'il manque une formation ouvrière de combat. Que les camélots du roi qui sont armés, crois-le bien, aillent attendre nos camionnettes autos-cars lorsqu'ils vont s'en aller comme ils sont venus, sans cohésion, sans liaison, sans groupes de combat ni de défense, et le long des routes, nous serons matraqués et rossés. »

« Penses-tu que les camarades qui sont venus ici, payant 10 ou 15 francs de transport, sacrifiant leur repos du dimanche, soient toujours disposés à marcher pour entendre des discours ? »

La dissolution de l'Action Socialiste

La petite formation de l'Action Socialiste a prononcé sa dissolution. Estimant que la réalisation de l'unité d'action entre les deux partis du prolétariat commande le regroupement dans les partis existants, elle engage ses adhérents à rejoindre soit l'un soit l'autre des partis prolétariens — vérifiant ainsi notre affirmation que les deux grands partis centristes se sont mutuellement rejoints au point que l'adhésion soit à l'un soit à l'autre ne présente plus de différence de principe. L'Humanité enregistre cette déclaration sans sourciller.

La vie de l'Action Socialiste aura été éphémère. Petite formation d'extrême-gauche du parti socialiste, elle sut mal se défendre contre l'emprise de l'appareil stalinien. « Amsterdam » fut toute sa plateforme exigée. Et ses militants furent utilisés — les uns honnêtement, d'autres moins honnêtement — comme les commis-voyageurs d'Amsterdam dont l'appareil stalinien fit grand cas tant qu'il en eut besoin. Mais les grands mobiles de la politique prolétarienne — la poussée des masses devant le fascisme, l'infléchissement de la politique extérieure de l'U.R.S.S. — broyèrent la petite formation de l'Action Socialiste lorsque l'unité d'action fut réalisée. Et l'amère désillusion fut le lot des courtiers devenus inutiles.

Ainsi la plateforme étroite et décevante d'Amsterdam a brisé la formation politique qui en avait fait son tremplin. Il faut noter d'ailleurs que ces derniers temps, certains militants de l'Action Socialiste cherchaient une issue vers une politique prolétarienne plus conséquente. A tâtons et dans la nuit, certains de ses militants avaient cherché l'accord avec Saint-Denis. A tâtons et dans la nuit, certains de ses militants essayaient — Mallard au Cirque d'hiver — de briser le carcan amsterdamien au profit du front unique véritable des organisations prolétariennes. Mais l'Action Socialiste n'a pu que signer sa propre faillite.

Encore, dans son acte de liquidation, laisse-t-elle transparaître son essai d'orientation : contre l'appareil social-démocrate, elle se déclare contre les budgets de guerre et de police ; contre l'appareil stalinien, elle se déclare — et pas par hasard, à l'heure actuelle — contre la Société des Nations. Mais au lieu que cela soit les premiers pas d'un courant vers la gauche, ce sont les dernières velléités d'un moribond.

L'Action Socialiste ne pouvait en rien jouer un rôle propre et sérieux. Sa dissolution intervient à un moment qui lui donne son sens. Saint-Denis, dont depuis des semaines n'est venue aucune affirmation politique quelconque, Saint-Denis qui n'a pas fait un pas dans la voie de l'affirmation d'une direction révolutionnaire dans la crise présente, ne se sent pas la force, non plus, de travailler à la création d'une organisation. Ni même persévérer dans sa propre voie. Le courant dans le prolétariat est au regroupement et au rassemblement et non pas à une formation de nouveaux groupements.

Nous avons caractérisé politiquement cette conjonction de deux centristes. Nous avons souligné aussi que le côté positif en résidait dans l'animation combative des masses à qui il peut être donné de surmonter la politique actuelle du front unique.

Y aura-t-il des sympathisants, même lointains, pour nous dire : « Et vous-même, devant la réalisation du front unique et de l'unité syndicale, n'allez-vous pas vous dissoudre ? » Non, notre plateforme ne se limitant aucunement au front unique et à l'unité syndicale qui représentaient pour nous, dans l'époque donnée, des revendications élémentaires pour la lutte du prolétariat. Notre plateforme remonte aux principes du marxisme et du léninisme, de l'Internationale durant ses quatre premiers congrès dont les deux grands partis centristes sont très écartés. Dans la lutte contre la guerre, la politique de Lénine n'a rien de commun ni avec la politique de Vandervelde, ni avec la politique de Barbusse-Litvinov. Dans la lutte contre le fascisme, l'expérience de l'opposition internationale de gauche s'avère seule éprouvée en face du désastre des politiques social-démocrate et stalinienne en Allemagne et en Autriche. Non, nous n'avons aucune raison de renoncer ni ne nous dissolvons devant les grandes épreuves qui approchent, et dans lesquelles la politique intransigente de Lénine peut seule conduire le prolétariat à la victoire.

Les modifications dans les organisations prolétariennes, les regroupements et les rassemblements peuvent bien nous dicter tel ou tel pas tactique. Car c'est pour les prolétaires, et avec les prolétaires, que nous entendons mener notre travail révolutionnaire. Mais ce qui est hors de jeu c'est l'existence de notre noyau plus fermement basé que jamais sur les principes qui lui ont donné vie.

« Ne crois-tu pas qu'une action décisive, la grève générale pour renverser le gouvernement Doumergue et reconquérir tout ce qui a été perdu depuis le 6 février, ne vaudrait pas mieux que ces embrassades et les discours pathétiques ? Ne crois-tu pas qu'il serait temps de passer à l'offensive pour ce premier but, au lieu d'attendre ? »

Mais le meeting était terminé. L'inter-tenté. Nous nous quittons. Cette fois le camarade me tend la main en me disant : « C'est au cours de la lutte que les masses choisiront leur voie ! »

C'est entendu, mais sachons nous-même trouver les idées justes et le moyen de les faire triompher. ESTEVE.

FACE AU FRONT UNIQUE DES PALABRES

Suite de la première page

tendu, la tactique électorale en elle-même que nous critiquons ; il y a des années que nous avons combattu cette tactique dénommée à tort « classe contre classe » de maintien systématique, mais c'est tout le caractère opportuniste, capitulaire de la politique des uns et des autres, devant la menace réactionnaire et fasciste grandissante.

De « bonnes » élections cantonales ! Et après ? Obtenir ainsi une dissolution de la Chambre et de « bonnes » élections législatives ? Admettons-le encore. Mais le problème restera alors tout entier : comment une « bonne » chambre pourra-t-elle résister aux bandes armées de la réaction et du fascisme ? Comment même obtenir de « bonnes » élections si ces bandes peuvent impunément terroriser les masses, saboter les réunions, maltraiter les militants, etc... ? Ni les uns ni les autres ne posent le problème des milices ouvrières et paysannes, les seuls moyens de permettre aux masses laborieuses, d'assurer leur légitime défense. C'est une des questions les plus brûlantes, sinon la plus brûlante à l'heure actuelle : le Parlement, les diverses formes de représentations de la démocratie bourgeoise, passent de plus en plus à l'arrière-plan ; ce qui compte et complera davantage encore, ce sont les interventions de masses, leurs actions dans la rue, malgré et contre la volonté des institutions officielles de la bourgeoisie. De l'autre côté, Croix de Feu, Jeunes Patriotes, Francistes et autres se fichent passablement des bulletins de vote et fourbissent leurs armes. En face de cela, il faut créer rapidement les milices ouvrières et paysannes pour encadrer et protéger les actions des masses laborieuses.

Quant au programme proposé par les socialistes comme par les stalinistes, il est fonction de leur absence de perspectives. C'est l'économisme le plus étriqué qui l'emporte le plus souvent. On ne trouve plus les grandes nationalisations. En ce qui concerne l'armée, le manifeste du parti communiste ne contient pas la revendication des droits politiques aux soldats. Le problème du pouvoir n'est posé qu'en termes vagues et généraux : le gouvernement ouvrier et paysan fera ceci et cela, le socialisme vous sauvera, etc... Mais comment lutter pour le triomphe du socialisme, du gouvernement ouvrier et paysan, pas un mot à ce sujet.

Sur la voie où le pacte d'union entre S. F. I. O. et S. F. I. C. entraîne le prolétariat et les masses travailleuses, on leur prépare des désillusions douloureuses. La prochaine échéance peut leur coûter très cher.

Blum préconise, dans son impuissance à faire triompher une politique de « gauche » le maintien de l'Union nationale. Le tiers-parti, ou toute autre formule de ce genre envisagée par les radicaux, ne pouvant mener une autre politique que celle du gouvernement actuel, il conclut : je préfère que ce soit Doumergue qui la fasse. Mais il ne songe même pas, il n'envisage pas de pouvoir se substituer au gouvernement Doumergue, il ne pose pas le problème de la lutte contre celui-ci, des moyens de la mener.

Cette politique d'expectative, de résignation, n'est pas seulement celle de Blum, c'est la politique actuelle du « pacte d'union » quant à la politique intérieure. En ce qui concerne la question de la guerre, c'est dans un autre article que cette politique est dénoncée.

Il faut immédiatement lui en substituer une autre. De même qu'ils ont obligé les bureaucraties à rapprocher leurs organisations, les travailleurs doivent les contraindre à une politique de combat. Il faut imposer la préparation de la grève générale pour renverser Doumergue ; c'est sous cet angle que doit être posée l'échéance d'octobre. Toute autre politique, c'est une politique qui laissera le champ libre à la réaction et au fascisme et mènera à la défaite tout comme en Allemagne.

Pour résister contre le fascisme et la guerre, il ne suffit pas d'un pacte d'union électorale. Il faut une politique de combat, active, vigoureuse, énergique. Des milices ouvrières et paysannes pour la défense des travailleurs. La grève générale pour renverser le gouvernement Doumergue.

Es-tu d'accord sur cette question ?

Aide-nous à diffuser tes conceptions, nos conceptions.

Souscris !

Note de la Rédaction

Notre parution sur deux pages rend très difficiles l'équilibre de notre journal, aussi nous avons dû renoncer à publier :

- de nombreux comptes rendus de réunions de la Ligue ;
- des articles rédactionnels sur la question paysanne et le Parti communiste ;
- les notes de l'Administration.

Nos amis comprendront nos difficultés et nous aideront à les surmonter en répondant à l'appel de l'Administration.

Le Gérant : P. FRANK. Imp. du COMMERCE et des POSTE 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Par